



# À trois jours de la rentrée, la tension monte dans le monde enseignant

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

DES ÉCOLES, collèges et lycées « ouverts », avait annoncé le président Macron mercredi soir. Mais dans quelles conditions et avec quelle part de « distanciel » ? Si les écoles et les collèges accueilleraient tous les élèves à temps plein, une « souplesse » sera laissée aux proviseurs de lycée, pour mettre en place un « enseignement à distance pour les élèves vulnérables ou des groupes d'élèves », a précisé jeudi soir le ministre de l'Éducation. Les lycéens seront-ils nombreux à vivre un système de semaines A et B, alternant « présentiel » et « distanciel » ?

À trois jours de la rentrée du 2 novembre, les enseignants, chefs d'établissement et directeurs d'école sont « extrêmement inquiets ». Car les conditions sont réunies pour que cette rentrée soit tout sauf sereine. « La mise en place d'un protocole sanitaire renforcé, l'hommage à Samuel Paty, dont l'assassinat a traumatisé beaucoup d'enseignants, l'attentat de Nice, qui fait monter d'un cran la pression sur la société et l'école et pose la question de mesures de protection... Avec ces sujets qui se télescopent, cette journée d'hommage et d'organisation sanitaire va être compliquée », résume Gilles Langlois à l'Unsa.

Jeudi, les syndicats enseignants ont été reçus par le ministre de l'Éducation. En fin d'après-midi, Jean-Michel Blanquer a précisé, aux côtés du premier ministre, les contours du « protocole durci », qui entrera en vigueur le 2 novembre.

Le masque sera désormais obli-

gatoire pour les plus de 6 ans. Le « brassage » des élèves devra être évité au maximum, notamment pendant la cantine et les récréations. Les entrées, sorties et récrés seront échelonnées. Au collège et au lycée, les élèves circuleront le moins possible. Leurs professeurs se déplaceront d'une classe à une autre. Les mesures d'hygiène, d'aération et de désinfection des locaux seront renforcées. La restauration scolaire sera maintenue, en regroupant, dans les cantines les élèves d'une même classe, d'un même niveau.

Sur le fond, le ministre de l'Éducation reste sur la ligne fixée depuis la rentrée de septembre : l'accueil de tous les élèves. Avec les mêmes arguments sanitaires (les plus jeunes sont moins contaminants), sociaux (les enfants doivent continuer à aller à l'école) et économiques (les parents doivent pouvoir travailler).

« Les mesures annoncées ne suffiront pas pour mettre les enfants et les personnels à l'abri. Il faut réduire les groupes d'élèves », estime Guislaine David, au Snuipp. Pour le premier syndicat du primaire, il est temps de passer aux « demi-groupes ». Ce qui impliquerait, quand les enfants ne seraient pas à l'école, un accueil par le périscolaire (qui relève des collectivités) ou à domicile. Une solution prônée par les syndicats du primaire et du secondaire. Mais qui inquiéterait les parents et leurs employeurs.

« Tendus », voire « paniqués », « une fois de plus, les enseignants ont le sentiment d'être en première ligne. Mercredi, le président n'a pas

eu un mot pour eux », observe le Snuipp, qui rapporte des demandes locales d'appel à la grève. « Nous pensons que certains ne viendront pas lundi », lâche le Snalc.

Le président Macron n'a-t-il pas martelé, mercredi, qu'il fallait « protéger tous les Français » ? Entre les personnels « à risque » ou vivant avec une personne à risque, 10 % des enseignants pourraient ne pas être en mesure d'assurer les cours en présentiel. Jeudi, Jean-Michel Blanquer a tenu à « remercier » les personnels. Parmi eux, les « personnes vulnérables » - dont la typologie sera publiée ce vendredi par le ministère de la Fonction publique - ne seront « bien sûr » pas tenus de se rendre dans les établissements. « Il faudrait appliquer correctement les règles sanitaires », insiste Hubert Salaün, à la Peep. « Se laver les mains systématiquement, distribuer du gel hydroalcoolique, prendre le nom des élèves qui ont déjeuné ensemble, respecter les sens de circulation. Autant de mesures appliquées jusqu'alors de manière très variable d'un établissement à l'autre », constate le porte-parole de la deuxième fédération de parents. ■

« Une fois de plus les enseignants ont le sentiment d'être en première ligne »

LE PORTE-PAROLE DU SNUIPP